

PIERRE-JOSEPH DE CHASTONAY

et l'insurrection de 1799

La politique européenne et la Suisse

Après ses brillantes victoires en Italie, Bonaparte entreprend la réalisation de ses desseins : la création d'une ceinture d'Etats tampons entre la France d'une part et l'Autriche et les pays allemands d'autre part. Par le traité de Campo-Formio (17 octobre 1797) l'Autriche reconnaît les Républiques ligurienne et cisalpine soumises au protectorat français. De plus, la France obtient les Pays-Bas autrichiens « à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent »¹. Bonaparte refait l'Europe sans consulter le Directoire qui n'ose protester de peur de se voir couper les vivres². Mais entre la Manche et l'Adriatique s'ouvre une brèche béante : les pays suisses, alliés certes de la France, mais disposés à prêter plus d'attention aux sollicitations de l'Autriche qu'à celles de la France, surtout depuis les massacres du 10 août et du 15 septembre 1792. Pour relier la Cisalpine à la France, Bonaparte songe à s'emparer du Valais sinon de la Suisse. Les demandes réitérées de C.-F. Laharpe et celles de Pierre Och's le convainquent de placer la Suisse sous la tutelle française. Ainsi, le Directoire

¹ Louis Villat, *La Révolution et l'Empire*, t. 1, 3^e éd., Paris, 1947, p. 362.

² Pierre Gaxotte, *La Révolution française*, édition revue et augmentée, Paris, 1947, pp. 461-463.

qui endosse la politique de Bonaparte, poursuit l'édification du glacis qui doit protéger la France.

Ces remaniements territoriaux portent en eux le germe d'une guerre nouvelle. La Suisse doit se plier aux exigences d'un vainqueur et signer, le 19 août 1798, le traité d'alliance offensive et défensive dont l'article V stipule l'octroi à la France d'un « libre et perpétuel usage de deux routes commerciales et militaires » à travers la Suisse. Une de ces routes passe précisément par le Valais qui, dès le mois de mai 1798, voit défiler les troupes françaises en marche vers l'Italie d'abord, puis contre les armées austro-russes.

Car depuis que l'impératrice Catherine II avait atteint la Mer Noire, la diplomatie russe avait tourné ses regards vers la Méditerranée. La décomposition de l'empire ottoman, dans lequel des groupes ethniques importants — Grecs et Serbes — aspirent à l'indépendance et à la liberté, favorise l'accès de la Méditerranée aux Russes. L'expédition d'Egypte procure un succès imprévu à l'expansion moscovite et permet à l'Angleterre de renouer la coalition. Les Turcs attaqués acceptent chaleureusement l'alliance que leur offre Paul I^{er}. Tandis qu'à Naples, l'amiral Nelson pousse Marie-Caroline à envahir la République romaine fondée le 5 janvier 1798, les Russes s'installent sur le pourtour de l'empire ottoman d'Europe. Paul I^{er}, ennemi juré de la Révolution française, s'allie aux Napolitains et aux Anglais le 29 décembre 1798. Prise de Rome par les Napolitains le 20 novembre 1798 ; reprise de Rome par les Français qui y installent la République parthénopéenne, le 23 janvier 1799. Ces éléments mettent en mouvement la seconde coalition dont le but non avoué est de reprendre à la France les conquêtes de la Révolution.

Dès le début de 1799 se font sentir pour les Suisses les conséquences de ces bouleversements internationaux. Comme les hostilités entre coalisés et Français se déroulent des bords du Rhin à l'Italie, les belligérants considèrent la Suisse comme « la clef de tout le continent »³, si bien que de part et d'autre on s'entretue « inutilement sur des rochers inaccessibles dont la possession ne pouvait guère influencer sur le sort de la guerre »⁴.

³ A. Thiers, *Histoire de la Révolution française*, t. 2, Bruxelles, 1838, page 503.

⁴ *Ibidem*, p. 506. — Cette réflexion est très pertinente. En effet, la neutralité de la Suisse — bien que fictive sous la République helvétique — est tout à l'avantage de la France et des coalisés. Le France ne peut plus, comme en 1798, concentrer ses troupes sur le Rhin et dans l'Italie du Nord. Pour s'assurer la possession des débouchés de la métropole sur l'Autriche, elle doit distraire de ses troupes, déjà peu nombreuses, un effectif de 79309 hommes dont 75080 de troupes françaises actives. (Cf. Edouard Gachot, *La campagne d'Helvétie, 1799*, Paris et Lausanne, 1904, pp. 550-557 : *Situation de l'armée d'Helvétie à l'époque du 28 brumaire, an VIII de la République*).

De plus, ce que les adversaires du traité d'alliance offensive et défensive avaient craint se réalise : la République helvétique doit « mettre sur pied 18.000 hommes de brigades auxiliaires à la solde française et 20.000 soldats de milice à ses propres frais »⁵.

L'insurrection armée en Valais

Si l'application de la loi sur l'organisation de la milice⁶ incite le Haut-Valais à prendre les armes, les causes de cette insurrection résultent d'une foule de faits. Il n'est, pour s'en convaincre, que de lire le rapport de Ch.-E. de Rivaz au ministre de l'intérieur :

« Cette aversion⁷ dans la partie allemande a eu pour principales causes la défiance qui, dès les premiers moments de la Révolution, a fait craindre pour la conservation des autels ou du culte catholique, et le regret aux anciennes formes populaires, à ces assemblées de commune, à ces repas publics, au droit personnel de suffrage et toutes les institutions de ce genre qui leur étaient si chères.

» A ces deux sentiments se sont joints ensuite l'aversion pour les impôts qu'ils ne connaissaient pas et la formation de la milice, sa mise en activité, la crainte de la voir envoyée hors de la Suisse et confondue avec les troupes françaises. C'est le mélange de tous ces sentiments réunis qui a amené le peuple au point d'exaspération qui lui a fait prendre les armes dans le moment que la guerre avec l'Autriche lui a fait espérer la faire avec succès.⁸ »

Aux premiers jours d'avril, l'esprit public est des plus mauvais dans les districts supérieurs. Les communes d'Obergestellen — dont l'agent⁹ s'est enfui en Italie par le val de Pomatten — d'Unterwasser et d'Oberwald se refusent à établir le recensement militaire. L'agent de Grengiols¹⁰ avertit le sous-préfet de Brigue¹¹ qu'il lui est impossible de publier les lois dans sa commune, qu'on y dit volontairement falsifiées toutes les nouvelles fournies par

L'Autriche, au lieu de concentrer ses troupes sous la direction de l'archiduc Charles, sur le Danube — point stratégique des coalitions futures —, masse ses armées dans les Grisons, le Tyrol et le Vorarlberg.

⁵ Edgar Bonjour, *Histoire de la neutralité suisse*, traduction française de Blaise Briod, Neuchâtel, 1949, p. 93.

⁶ Strickler, *Aktensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik* (cité Strickler), t. 3, Berne, 1889, pp. 755-766.

⁷ C'est-à-dire : l'aversion à l'égard du régime helvétique.

⁸ Archives cantonales du Valais à Sion, (cité AV), H. 31, N° 2732 : lettre de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 29 août 1799, minute.

⁹ Jean André Taffiner, cf. *Nouvel Almanach pour l'an de grâce 1799* (cité *Almanach*), paru à Sion, chez Antoine Advocat. Sa démission est acceptée par de Rivaz, le 18 avril 1799 (AV, H 30, N° 1791).

¹⁰ Joseph Aloys Ambord, cf. *Almanach*.

¹¹ Jacques Theiler, nommé sous-préfet du district de Brigue par de Rivaz, le 8 août 1798, (AV, H 29, N° 67).

le gouvernement helvétique et que les Autrichiens passent pour les maîtres des Grisons. L'agent de Mund¹² donne sa démission au sous-préfet de Brigue. Les communes de Zermatt, de Taesch et de Randa écoutent favorablement l'annonce des victoires autrichiennes que des émissaires du district d'Ernen viennent leur conter¹³. Partout, ce ne sont que propos séditieux à l'adresse du régime helvétique et vantardises mensongères à l'égard des armées impériales.

L'hostilité au régime constitutionnel s'accroît au point qu'à la mi-avril des assemblées se réunissent à Brigue. Les participants y jurent solennellement :

« que pas un homme du distrist [n']en sortirait comme soldat ; qu'ils ne porteraient pas les armes contre l'Empereur ; qu'ils ne se sépareraient ni se délaiss[er]aient les uns les autres, et que leur sainte religion serait défendue au péril de tous¹⁴. »

Dès lors, les troupes du Haut et celles du Bas-Valais prennent position dans la région de Sierre. Le 19 avril¹⁵, le commissaire du gouvernement Buxtorf¹⁶ et le sous-préfet de Sierre, Mathias Monnier¹⁷, établissent un poste de 12 hommes à la Raspille sous

¹² Chrétien Pfaffen, cf. *Almanach*.

¹³ AV, H 30, N^{os} 1668 et 1678 : lettres de de Rivaz au Directoire exécutif, du 4 et 5 avril 1799, minutes.

¹⁴ Strickler, t. 4, Berne, 1892, p. 459, N^o 10.

¹⁵ Pour l'étude de ces événements militaires, nous suivons le « *Journal de ma campagne avec le commissaire du gouvernement depuis le 19 avril 1799 jusqu'au 26 juillet suivant avec celui des opérations de l'armée combinée française et helvétique destinée à l'expédition contre les insurgés des 5 districts supérieurs du haut Valais* », manuscrit rédigé par Louis-Régis de Courten (1746-1817), cahier (17,5 × 21,5 cm.) de 15 pages, AV, dépôt de Courten, B 6, fasc. 4.

¹⁶ Sur Andréas Buxtorf, cf. *Dictionnaire Historique et Biographique de la Suisse* (cit. DHBS), t. 2, Neuchâtel, 1924, p. 377. Il est nommé commissaire près l'armée helvétique en Valais le 4 avril 1799 (Strickler, t. 4, p. 103). Ses pouvoirs sont définis dans le décret du Directoire du 5 avril (*ibidem*, pp. 102-103). Il doit surveiller les autorités militaires et civiles (art. 2) ; suspendre et remplacer, en cas de besoin urgent, les autorités qu'il estime devoir être éloignées de leurs fonctions (art. 4) ; punir, conformément aux lois du 30 et 31 mars, ceux qui refuseraient de marcher avec le corps d'élite ou ceux qui « entraveraient les opérations soit militaires, soit civiles du gouvernement » (art. 5). Ces deux lois prévoient la peine de mort pour les fautifs. Cf. pour la loi du 30 mars le *Bulletin officiel du Directoire helvétique*, N^o 28, 3 avril 1799, et pour la loi du 31 mars, *ibidem*, N^o 29, 4 avril 1799.

¹⁷ Sur Mathias Monnier, cf. *Armorial Valaisan* (cit. *Armorial*), Zurich, 1946, p. 171 ; DHBS, t. 4, p. 780. — Il naquit le 22 octobre 1767 (AV, H 33, N^o 5336) ; président du comité central d'administration provisoire du district de Sierre ; sous-préfet de ce district dès le 8 août 1798 ; donne sa démission en avril 1800 ; elle est refusée par le préfet national de Rivaz le 2 mai 1800 (AV, H 32, N^o 4289) ; donne à nouveau sa démission en janvier 1801 ; nommé électeur du district de Sierre le 26 juillet 1801 (AV, H 16 N^o 73) ; membre de la diète cantonale en août 1801 (AV, H 35, N^o 6576) ; destitué par Pittier le 6 février 1802 (AV, fonds de Rivaz, 72/33/36).

le commandement de Maurice Baud et un autre, au pont du Rhône, fort de 9 hommes et placé sous les ordres de Imhoff.

Les 20, 21 et 22, des renforts du bataillon d'élite, au nombre de 1200 hommes, occupent une ligne qui va de Saint-Maurice-de-Lagues à Chippis en passant par Venthône, Miège, la Raspille et le pont du Rhône. Les insurgés prennent position de Varone à Finges. Jusqu'au 1^{er} mai, les armées restent l'arme au pied tandis qu'à l'arrière retentit le tocsin dont l'appel rassemble tous les hommes valides.

Bien que le calme règne encore le 1^{er} mai, on remarque pourtant, depuis Sierre, beaucoup de mouvements chez les troupes insurgées. Louis de Courten relate que les troupes constitutionnelles avaient « quelques indices de leur projet d'attaque pour le lendemain, fondés sur la solennité de la fête de l'Ascension qu'on disait être envisagée par eux meilleure qu'un autre jour pour la réussite de leurs projets ».

Le 2 mai, les Haut-Valaisans passent en effet à l'attaque. Les relations que les historiens ont données de cet événement sont assez différentes les unes des autres. « ... Le jour même de l'Ascension, 2 mai, à cinq heures du matin, ils [les insurgés] tombèrent brusquement sur les compagnies bas-valaisannes pendant qu'elles satisfaisaient au précepte de l'assistance à la messe. » Telle est la version de Grenat¹⁸. Boccard prétend que les Bas-Valaisans dansaient autour d'un arbre de liberté qu'ils avaient élevé quand les Haut-Valaisans — considérant cet acte comme une bravade — engagèrent le combat¹⁹. Kämpfen assure quant à lui que « le jeudi, 2 mai, les Haut-Valaisans, fatigués de cette inaction, attaquèrent l'ennemi au moment où il assistait à l'office divin près de Sierre »²⁰.

Qu'en est-il exactement ? Le *Journal de ma campagne* de Louis-Régis de Courten nous fournit la version la plus vraisemblable.

« Effectivement l'armée des insurgés se mit en mouvement dès le grand matin pour chercher à tourner nos forces et envelopper dans Sierre l'artillerie et le commissaire du gouvernement. Nos avant-postes, après avoir fait très peu de résistance, se replièrent en désordre en laissant en arrière plusieurs des leurs qui furent faits prisonniers. Il est à remarquer que dans cette circonstance beaucoup d'individus des communes de Venthône, de Miège et de Saint-Maurice-de-Lagues, faisant partie des élites du district de Sierre, tournèrent leurs armes contre leurs camarades et se rangèrent du parti des

¹⁸ Grenat, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815* (cité Grenat), Genève, 1904, p. 499.

¹⁹ Boccard, *Histoire du Vallais avant et sous l'ère chrétienne jusqu'à nos jours* (cité Boccard), Genève, 1844, p. 300. — Cité en note par Ribordy, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du Valais*, Sion, 1885, pp. 81-82 (cité Ribordy).

²⁰ Ribordy, p. 82.

insurgés. Il était 9 heures du matin et l'on était à la grand-messe lorsqu'on battit la générale.

» Les insurgés gagnaient nos flancs et ils eussent réussi à nous couper la retraite si d'une part ils ne se fussent pas amusés à boire dans les différents villages situés sur les flancs de la montagne et si de l'autre le commissaire du gouvernement avec les troupes et l'artillerie n'eût fait une vigoureuse résistance au pont du Rhône.

» Enfin la retraite fut ordonnée et elle s'effectua sans désordre le même jour jusqu'à Riddes après avoir fait rafraîchir l'armée à Sion et pourvu à ce que la Chambre administrative puisse se retirer avec les papiers du gouvernement et la caisse nationale.²¹ »

Les insurgés entrent à Sion sans coup férir où ils festoient trois jours durant. Le 5 mai, ils marchent contre les Bas-Valaisans qui se replient en désordre jusqu'au pont du Trient. Le 1^{er} bataillon de la 110^e demi-brigade, commandé par Lollier, les rejoint durant la nuit avec 40 hussards.

Le lendemain, l'armée constitutionnelle grossie de plusieurs compagnies de carabiniers du Léman se retire avant l'aube sur les postes de la Barma et d'Evionnaz. Elle fait envoyer alors des éclaireurs au bac d'Outre-Rhône, aux Follatères et à la Barma. Dans l'après-midi, 10 hussards du 9^e régiment partent en reconnaissance dans la région de Martigny avec deux compagnies de grenadiers de la 110^e demi-brigade. Assaillies par les insurgés²², celles-ci battent en retraite, confiantes dans l'armée qui marche à leur secours et se déploie dans la plaine en avant du pont du Trient. Les Haut-Valaisans, peu désireux d'engager le combat en rase campagne, effectuent un repli rapide jusqu'en amont de Sierre.

Le 7, l'armée constitutionnelle se met à leur poursuite, mais à Riddes, la reconstruction du pont du Rhône, coupé pendant la nuit par les insurgés, ralentit leur progression. A huit heures du soir, l'armée franchit le fleuve et campe au pont de la Morge, d'où elle se porte, le 8, au-delà de Glarey, en amont de Sierre.

Dès l'aube, l'armée prend ses positions pour l'attaque du poste de Varone et de celui des Echelles qu'elle effectue le 10. L'entreprise est couronnée de succès mais, par suite d'un malentendu, ces deux postes sont abandonnés le même jour. Puis les belligé-

²¹ *Journal de ma campagne...* pp. 1-2. — Il convient de remarquer que Buxtorf, dans la lettre qu'il écrit au Directoire, de Sion, le 2 mai, mentionne : « Les coquins de rebelles m'ont attaqué vivement par les montagnes ; la troupe a été culbutée ; les coups de carabine portaient dans Sierre même ; il m'a été impossible de tenir avec mes poltrons d'élite... » (Strickler, t. 4, p. 462, N° 21). Ceci en dit long sur l'enthousiasme des troupes d'élite bas-valaisannes.

²² Grenat, p. 500, assure que l'engagement fut défavorable aux insurgés. Ceci paraît être assez éloigné de la vérité puisque Buxtorf, dans sa lettre du 7 mai au Directoire (Strickler, t. 4, pp. 464-465), affirme que les troupes constitutionnelles durent se replier.

rants s'observent jusqu'au 15 mai et ne troublent le calme de ces journées que par quelques escarmouches et par des proclamations sanguinaires²³.

Le 15, écrit de Courten,

« l'armée attaque les insurgés sur leurs retranchements du bois de Finges et en même temps sur Varone, la Dala et les Echelles. L'attaque de Finges était fausse. L'on n'avait d'autre but que de s'emparer du poste de Varone, des Echelles et de la Dala. On y réussit avec perte de quelques hommes et de beaucoup de blessés²⁴. On profita de cet avantage pour établir un camp de 1 500 hommes dans les trois postes, une batterie de trois pièces près de l'église de Varone et une autre pièce aux Echelles. [Le 16] l'armée attaque les retranchements des insurgés dans la forêt de Finges et ne peut parvenir à les forcer. Le combat dure depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures du soir, sans succès. Cette attaque coûte bien des hommes et beaucoup de blessés ».

Dès lors, jusqu'au 27, les armées restent en présence, organisant leurs retranchements, fortifiant leurs postes. Seules les places fortifiées de Varone et de la Dala tirent sans interruption.

Mais le 27, les insurgés, fatigués de cette inaction,

« attaquent vers les sept heures du matin notre armée sur ses flancs et sur son centre, délogent les postes de Varone et des Echelles²⁵, s'emparent de trois pièces de canon qui les défendent. Le feu dure jusqu'à sept heures du soir. Les insurgés étaient parvenus à gagner les flancs de l'armée jusqu'à la Raspille et Chippis. Mais la vigoureuse résistance du pont du Rhône qui fut coupé en cette occasion, le jeu des batteries qui le protégeaient, obligèrent les insurgés à se replier pendant la nuit dans leurs retranchements du bois de Finges ».

Le soir, la 89^e demi-brigade arrive en renfort. Le lendemain,

« l'armée combinée²⁶ se met en marche vers les deux heures du matin sur deux colonnes, l'une se dirigeant sur Varone et Loèche, l'autre sur les

²³ Strickler, t. 4, pp. 583-585. Cf. *Dictionnaire géographique de la Suisse* (cité DGS), t. 6, Neuchâtel, 1910, article : *Varnerleiten*, pp. 233-234.

²⁴ Buxtorf minimise les pertes : « Heureusement cependant la journée n'a pas été meurtrière ; je ne sache pas que quelqu'un ait été tué de notre côté ; il y a à peu près une trentaine de blessés, la plupart pas grièvement ». Lettre de Buxtorf au Directoire, du 15 mai 1799 (Strickler, t. 4, p. 532, N° 8). Il faut remarquer pourtant que le lendemain il écrit au Directoire que la colonne qui, de Varone, se portait sur Loèche « a été tellement harcelée par un ennemi bien posté et [de] beaucoup supérieur, qu'après avoir combattu pendant cinq heures consécuti[ves] elle fut forcée de reprendre sa première position, après avoir eu beaucoup de blessés » (Strickler, t. 4, p. 532, N° 9).

²⁵ Bocard, p. 306, affirme que cette attaque eut lieu le 20 mai. — Pour Grenat, p. 503, l'attaque partit de la 110^e demi-brigade et ne se porta que sur le camp de Finges. — Ribordy, p. 92, suit la version de Bocard. D'autre part, il est le seul à placer la prise de Varone le 14 mai alors que dans son *Journal de ma campagne...* de Courten inscrit « 14 dit... L'armée garde sa position ».

²⁶ C'est-à-dire formée de troupes françaises, bas-valaisannes et vaudoises. L'ordre d'attaquer le camp de Finges vint du général Xaintrailles arrivé au camp de Sierre le 26 mai.

retranchements de Finges. Cette division de l'armée se trouve à la portée du mousquet des retranchements à la pointe du jour et sans tirer un seul coup de fusil (malgré le feu très vif des insurgés qui ne dura au plus que dix minutes), emporte les retranchements à la baïonnette²⁷. L'armée, et notamment la 89^e demi-brigade, perdit en cette attaque beaucoup d'hommes parmi lesquels plusieurs officiers de distinction. Les insurgés firent une perte considérable ; leurs retranchements étaient jonchés de morts, de même que le chemin qui conduisit au torrent de l'Illgraben.

» Pendant que la division de gauche se porte sur Loèche et met le feu à la commune de Varone, celle de droite passe outre, met le feu au bois de Finges, ensuite à Agarn et Ems et va camper dans les plaines de Tourtemagne²⁸.

» [Le 29,] les grenadiers éprouvent de la résistance au pont qu'ils trouvent coupé. Les insurgés apercevant une colonne d'infanterie qui filait déjà depuis Loèche sur la rive droite du Rhône, craignant d'être coupés, se retirent de Viège. Les hussards passent la rivière de Viège avec les grenadiers en croupe et tombent encore assez à temps sur les insurgés pour leur tuer plusieurs hommes se sauvant à travers le bourg »²⁹.

Le jour suivant, la division de gauche marche sur Naters alors que celle de droite passe à Viège. Le 31, « la division de gauche se porte sur Mörel dont elle s'empare après une légère escarmouche ; celle de droite se porte sur le Simplon et va prendre poste à la Tavernette »³⁰.

C'est alors que Xaintrailles offre la paix aux insurgés à condition qu'ils mettent bas les armes et qu'ils livrent un otage par ville, bourg ou village. Mais les Haut-Valaisans, fanatisés par l'espoir de recevoir des secours autrichiens, ne donnent qu'une réponse évasive et dilatoire et s'apprêtent à s'opposer aux menaces vengeresses de Xaintrailles.

Jusqu'au 8 juin, la division de droite demeure à la Tavernette tandis que la division de gauche, sous la conduite de Lollier,

²⁷ Le combat avait été acharné. Cf. *Journal historique des affaires de Louis et Pierre François Marie Courten frères, citoyens helvétiques, anciens officiers dans les troupes suisses au service de France relative à l'inscription de leurs noms faite par erreur sur la liste des émigrés français à commencer de l'époque du licenciement de leurs corps au mois d'août 1792. Le tout appuyé de pièces justificatives.* — Rédaction commencée le 9 novembre 1799, finie le 12 décembre même année. — Manuscrit rédigé par Louis Régis de Courten, Cahier (23 × 37 cm.) de 118 pages, AV, dépôt de Courten, B 6, fasc. 7. — Louis de Courten y écrit : « ... le 28 mai, avant l'apparition du jour, les retranchements de Finges furent attaqués et emportés à la baïonnette avec un carnage affreux. Dès lors, le désordre se mit dans l'armée des insurgés et les Français les poursuivirent jusque dans le fond de Conches et dans la vallée de Simplon. Après l'événement de ce combat, je me transportai sur le champ de bataille où l'on ne voyait que des morts et une immense quantité de provisions de guerre et de bouche abandonnées par les vaincus » (*Journal historique...*, p. 89).

²⁸ *Journal de ma campagne...*, p. 7.

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ *Ibidem*, p. 8. — Lieu sis au-dessous du Kapfloch, sur l'ancien chemin du Simplon, cf. DGS, t. 5, Neuchâtel, 1908, article : *Taverbach*, p. 632.

s'empare de Lax, le 3 juin, après un combat au cours duquel 300 soldats autrichiens sont faits prisonniers. Le 6, elle occupe Ernen et le 8, le village de Münster.

Les troupes constitutionnelles opèrent alors un repli pour ne pas être prises à rebours par un corps autrichien qui descend le Simplon. En effet, le 9,

« la division de gauche reçoit l'ordre d'évacuer pendant la nuit la vallée de Conches. L'état-major se replie également en partie. Le général Xaintrailles vient coucher à Loèche et le commissaire du gouvernement à Sion. Deux bataillons aux ordres du chef de brigade Lollier reçoivent l'ordre de se porter dans la vallée de Viège par où l'armée, qui se trouvait en Conches et à Brigue, pouvait être coupée. Ce même jour, la retraite totale de l'armée fut ordonnée et les ordres en conséquence furent adressés aux municipalités de Sierre, Sion, Martigny et Saint-Maurice de préparer les vivres et les logements aux demi-brigades de l'armée qui devaient arriver successivement et à des jours différents indiqués dans ses ordres³¹. Ce même jour, me repliant de Brigue sur Sierre, relate L.-R. de Courten, j'ai fait rencontre à Agarn, vis-à-vis Loèche, d'un courrier veste rouge et parements bleus qui se rendait, porteur d'ordres, auprès du général Xaintrailles. On assurait que ce courrier était dépêché par le général Masséna.

» On en fut convaincu lorsque le général Xaintrailles donna l'ordre de reprendre sur le champ le poste de Môrel à l'entrée de la vallée de Conches et qu'il fit attaquer, par le citoyen Roger Fontenai, les Autrichiens postés à l'hôpital du Simplon. Il parvient au sommet de cette montagne ; mais le feu des retranchements ennemis entassés les uns sur les autres l'oblige de se replier et de venir reprendre son poste de la Tavernette. L'autre division, commandée par le chef de brigade Lollier, attaque les Autrichiens dans la vallée de Viège et leur fait 200 prisonniers parmi lesquels 5 officiers. Il s'empare du pont de Stalden qui communique à deux vallées dont l'une conduit à l'hôpital sur le haut du Simplon. Ces différentes attaques sont dirigées par les ordres du général Jacopin. Le général Xaintrailles, de Loèche, arrive à Sierre et le commissaire du gouvernement, de Sion, arrive également à Sierre »³².

Xaintrailles et Buxtorf y tinrent une conférence assez cavalière à l'issue de laquelle le commissaire du gouvernement demande sa démission au Directoire. Les déprédations que le général tolérait de la part de ses troupes, les exactions que lui-même accomplissait motivèrent cette démarche.

Pendant près d'un mois, les armées restent face à face dans une inaction presque totale et voulue. En effet, l'archiduc Charles ne s'estime pas suffisamment fort, avec ses 78 000 hommes disséminés de la Forêt-Noire au Gothard, pour poursuivre sa marche en avant et libérer la Suisse des troupes françaises. D'autre part, Masséna n'ose rien entreprendre, après ses échecs, sans avoir reçu les renforts qu'il escompte.

³¹ L'ordre fut rapporté le lendemain.

³² Pour l'exposé de ces événements, cf. *Histoire militaire de la Suisse*, deuxième partie, 1515-1815, 8^e cahier, chapitre 7, *La Suisse sous la tutelle étrangère 1798-1813*, par Hans Nabholz, traduit par Edmond Vignier, pp. 86-93.

Ce n'est que le 14 août que les opérations reprennent, car Masséna veut absolument empêcher la jonction des Autrichiens et du corps auxiliaire russe en marche vers la Suisse. Les 15 et 16, Turreau attaque le prince de Rohan qu'il bouscule jusqu'à Domodossola et le colonel Strauch qui s'enfuit par la Furka. La colonne Gudin, remontant l'Aar, peut ainsi, par le Grimsel, la Furka et la vallée d'Urseren, opérer sa jonction avec les troupes de la division Lecourbe, près du Pont du Diable³³. Dès lors, les guerres de la seconde coalition se dérouleront hors du Valais.

L'insurrection, la seconde que les Haut-Valaisans avaient organisée, était mâtée. L'état de détresse du pays dépasse tout ce que l'on peut imaginer. Lisons, pour nous en convaincre, le tableau qu'en donne Charles-Emmanuel de Rivaz dans une de ses lettres au ministre de l'Intérieur :

« Ce pays est ruiné par les dévastations qu'y a laissé commettre le général Xaintrailles pendant près d'un mois et que le soldat familiarisé avec le désordre y a encore continué depuis lors. Les maisons sont complètement saccagées. Il y a eu des bâtiments couverts en bois dont on a pris le toit pour le brûler, des portes, des planchers, des fenêtres brisées et enlevées. Tous les morceaux de fer qu'on a pu arracher des murs l'ont été ; les cercles des tonneaux ont été pris ; les douves en ont été brûlées ; des murs ont été démolis dans l'espérance d'y trouver de l'argent caché ; les caves ont été fouillées jusqu'à six pieds de profondeur, et des fondements de maison dégradés dans le même but, ainsi que des cimetières... Le bétail de toute espèce a disparu dans la partie basse de la vallée. Les soldats, dans les communes, tuaient tout ce qu'ils rencontraient, et grand nombre de ces animaux ont pourri sur place sans aucune utilité pour la subsistance des troupes »³⁴.

L'attitude de P.-J. de Chastonay

Pendant que des comités de secours s'organisent en Valais et dans l'ensemble de la Suisse, les autorités s'efforcent de rétablir le régime constitutionnel, de rechercher les auteurs de l'insurrection et d'éviter que des troubles nouveaux n'ensanglantent le pays. Car, malgré leur défaite, les insurgés manifestent encore dans le Haut-Valais une agitation telle que les Conseils législatifs invitent le Directoire, dans leur séance du 23 octobre, à établir, dans les trois jours, un rapport « sur les mesures qu'il a prises pour la punition des rebelles dans le canton du Valais et pour prévenir une nouvelle insurrection dans ce canton »³⁵.

³³ *Journal de ma campagne...*, pp. 9-10.

³⁴ AV, H 31, lettre de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 29 août 1799, minute. — Remarquons aussi que les villages de Varone, Agarn, Guttet, Ems, Tschingeren, Lingwurm furent brûlés par les Français et que ceux d'Ernen et de Grengiols le furent par les Autrichiens (*Ibidem* et Grenat, p. 511 : lettre du commissaire Wild aux âmes bienfaisantes, du 8 novembre 1799).

³⁵ *Bulletin des lois et décrets du corps législatif avec les arrêtés et proclamations du Directoire exécutif de la République helvétique*, 3^e cahier, 1799, p. 357.

Le Directoire reconnaît, dans son message aux Conseils, l'insubordonnation politique de ce canton. Mais le temps qui lui a été imparti pour dépouiller la correspondance des autorités constituées, des commissaires et des officiers français qui lui parvient du Valais ne lui a pas permis de rédiger un mémoire complet sur la situation de ce pays et sur les mesures qu'il a adoptées à l'égard des auteurs de l'insurrection. Mais qu'on ne l'accuse pas d'incurie ! Car il a ordonné au préfet national et au commissaire du gouvernement de s'assurer des principaux insurgés et de les traduire devant les tribunaux³⁶. A cet effet, le Directoire a remis à Ch.-E. de Rivaz la liste des coupables les plus importants³⁷.

Quelques jours plus tard, le Directoire lance une proclamation aux cinq districts du Haut-Valais. Seront incarcérés, y est-il annoncé, les auteurs de l'insurrection, les personnes qui en ont été les instruments de propagation, les membres du Conseil de guerre qui y ont pris une part active, les citoyens qui ont molesté les autorités constitutionnelles, ceux qui ont enrôlé des troupes pour le compte de l'ennemi et tous les émigrés qui, jusqu'au 30 novembre, ne se seront pas présentés personnellement au sous-préfet de leur district. Pour rendre plus efficace son action, il promet une récompense de 300 fr. au dénonciateur dont l'aide aura contribué à une arrestation³⁸.

Cette proclamation provoque une émotion compréhensible chez les personnes qu'elle entend atteindre. L'une d'elles, un fonctionnaire du régime helvétique, Pierre-Joseph de Chastonay, nous en a laissé un témoignage particulièrement intéressant.

Pierre-Joseph de Chastonay, anciennement grand-châtelain de Sierre, puis gouverneur de Monthey, avait fait partie de la députation envoyée par la haute commission souveraine du Haut-Valais auprès de Mangourit et des Bas-Valaisans à Saint-

³⁶ *Bulletin officiel du Directoire helvétique et des autorités du canton du Léman*, N° 6, 7 novembre 1799, pp. 41-42. — Dès le 5 juin, le Directoire avait chargé Buxtorf de différentes mesures propres à étouffer entièrement la révolte. Il lui avait recommandé entre autres objets : 1) d'enlever pour le corps auxiliaire tous les hommes des districts d'Ernen, de Brigue et de Stalden capables de porter les armes ; 2) de saisir comme otages tous les individus influents de ces districts inaptes à porter les armes ; 3) de dresser l'état des biens des rebelles de ces mêmes districts (Strickler, t. 4, p. 741, N° 5).

³⁷ « Note des principaux chefs de la révolte du Valais. *Roten*, ex-chancelier d'Etat, de Rarogne ; *Perrig*, de Brigue ; *Taffiner*, de Conches ; *De Sépibus*, membre du tribunal du canton ; *De Sépibus*, émigré ; *Venez*, de Rarogne ; *Bouvier*, de Tourtemagne ; trois *Jacquod*, de Sion ; *Chastonay*, de Sierre, qui est allé chercher les Russes à Milan pour venir à leur secours ; *Preux*, suppléant au Tribunal Suprême ; le chanoine *Andresse* ; le curé de Loèche, *Julier* ; le capitaine *Dallève*, de Sion ; *Janvier Torrenté*, de Sion ; *Joseph Courten*, de Sierre, le comte *Courten*, de Sierre » (AV, Rz, cart. 73, fasc. 14, N° 35. — cité par Strickler, t. 5, p. 431, N° 4b).

³⁸ *Proclamation des Directoriums an die fünf obern Districte des Cantons Vallis* (4 novembre 1799), Strickler, t. 5, pp. 226-227.

Maurice³⁹. La députation avait reconnu la liberté politique au Bas-Valais et Pierre-Joseph de Chastonay avait eu l'honneur de remettre au Comité général de Saint-Maurice l'acte officiel de cette indépendance rédigé le 15 février et délivré, le 22, à Sion, par le grand-bailli et la Haute Commission de la République du Haut-Valais⁴⁰. Dès la remise de ce document, les députés du Haut et les membres du Comité général s'étaient réunis en Assemblée représentative provisoire de la République du Valais. Celle-ci avait nommé un Directoire exécutif provisoire composé de Jacob-Valentin Sigristen, de Charles-Emmanuel de Rivaz et de Pierre-Joseph de Chastonay⁴¹.

Quand les assemblées primaires du Valais se furent prononcées sur le projet de constitution de la République helvétique, de Chastonay prit parti pour le nouveau régime. Le préfet national de Rivaz le nomma greffier du tribunal cantonal, le 8 août 1798⁴², et le chargea ensuite du bureau de liquidation⁴³ ; il était alors âgé de 45 ans.

Pendant que de Chastonay s'occupe aux travaux de ces bureaux, le Haut-Valais s'arme et marche contre le Bas. De Chastonay est contraint d'accepter les fonctions de secrétaire du Conseil de guerre des insurgés et celles de député des rebelles en Italie auprès des armées autrichiennes. Pour échapper aux sanctions prévues par la proclamation du 4 novembre, P.-J. de Chastonay prie son oncle, le curé de Viège⁴⁴, de s'entremettre en sa faveur auprès du préfet de Rivaz.

De Courten reçoit du préfet national une réponse bienveillante sinon très rassurante. Il veut bien, dit-il, expliquer au commissaire helvétique que la peur et la contrainte seules ont dicté la conduite de P.-J. de Chastonay.

« J'ose presque vous assurer d'après cela que le commissaire n'ordonnera pas l'arrestation du citoyen de Chastonay et se contentera de le faire appeler ici lorsque le Tribunal pourra s'occuper de l'examen de sa conduite⁴⁵. »

Le 18 novembre, de Chastonay reçoit l'assurance qu'aucune démarche ne sera faite contre sa personne.

³⁹ Grenat, pp. 456-457.

⁴⁰ Ribordy, pp. 29-32.

⁴¹ AV, Rz, cart. 74, fasc. 11, N° 3.

⁴² AV, H 29, N° 68 lettre de Ch.-E. de Rivaz à de Chastonay, minute.

⁴³ Ce bureau s'occupait du rachat des dîmes, des censes, etc. De Chastonay y travailla durant 40 jours. Au mois de novembre 1801, il n'avait pas encore reçu le salaire qui était attribué à cet emploi (AV, H 35, N° 6125).

⁴⁴ C'est Adrien-Joseph-Marie de Courten, 1750-1820. — Cf. Eugène de Courten, *Famille de Courten, généalogie et service militaire*, Metz, 1885, p. 83. Voir également, J.-E. Tamini et P. Délèze, *Nouvel essai de Vallesia Christiana*, St-Maurice, 1940, p. 436.

⁴⁵ AV, H 31, N° 3236 : Lettre de Rivaz au curé de Viège, du 15 novembre 1799, minute.

« Le commissaire se contente de votre parole et attendra que vous ayez recueilli les témoignages dont vous avez voulu appuyer votre justification. ⁴⁶ »

Dès son retour au pays, de Chastonay avait en effet manifesté le désir de justifier sa conduite, d'autant plus que sa qualité de fonctionnaire l'obligeait plus spécialement à demeurer au pays et à ne pas prêter son ministère au Conseil de guerre insurrectionnel. De Rivaz le lui avait dit le 15 septembre. Mais puisque les apparences l'accusaient, « ce sera, lui écrivait-il, avec une joie bien réelle que je recevrai de votre part des détails qui me prouvent que ces apparences n'étaient pas fondées » ⁴⁷.

Le retour de P.-J. de Chastonay au pays n'avait pas échappé non plus au commissaire helvétique ⁴⁸. Désireux d'obtenir des renseignements précis, il avait demandé à de Rivaz de les lui fournir. Le 24 octobre, il apprenait que de Chastonay s'était laissé engager au Conseil de guerre des insurgés, qu'il avait assisté à ses séances, « non comme secrétaire puisqu'il n'existe pas de pièces émanées de ce Conseil qui soient signées de lui, mais comme son rédacteur ». D'ailleurs, de Chastonay expliquera sa conduite dès qu'il sera de retour des bains de Loèche où une maladie l'a contraint à se rendre. Pourvu que sa justification

⁴⁶ AV, H 31, N° 3253 : Lettre de Rivaz à de Chastonay, du 18 novembre 1799, minute.

⁴⁷ AV, H 31, N° 2829 : du même au même, du 15 septembre 1799, minute.

⁴⁸ Ce commissaire est Franz Samuel Wild, 1743-1802, cf. *DHBS*, t. 7, p. 321. — Il y eut quatre commissaires helvétiques en Valais lors de cette insurrection :

- 1) Andréas Buxtorf, cf. note 16. — Il abandonne ce poste dans le courant du mois de juin à cause des actes illégaux du général Xaintrailles que le général Masséna remplaça par le général Turreau. Ch.-E. de Rivaz, ensuite de ces mêmes actes, donna sa démission de Préfet national au Directoire exécutif le 20 juin 1799, (AV, H 30, N° 2234). Voici comment il explique sa décision à Buxtorf : « Je n'ai pu sans la plus juste douleur voir violer nos formes constitutionnelles par ce même général qui a méconnu vos pouvoirs. Et ne voulant pas rester spectateur indifférent, encore moins devenir l'instrument d'actes arbitraires qui attaquaient également notre liberté et notre indépendance, j'ai remis au Directoire les pouvoirs qu'il m'avait confiés et dont je ne pouvais plus user selon mes vues » (AV, H 30, N° 2240 : du 20 juin 1799). Ch.-E. de Rivaz reprendra ses fonctions le 5 juillet 1799 (AV, H 31, N° 2339). — Mais ensuite des demandes de Loës (Strickler, t. 4, p. 748, N° 27a), Buxtorf fut de nouveau envoyé en mission en Valais le 3 juillet (Strickler, t. 4, p. 917). Il n'y parut cependant point.
- 2) Louis de Loës lui succéda. — Cf. *DHBS*, t. 4, p. 544.
- 3) Gex-Oboussier fut commissaire du gouvernement pour la perception des impôts en Valais par décret du 26 juin (Strickler, t. 4, p. 748, N° 25a). Un autre décret du même jour le charge « en même temps des fonctions de commissaire ordonnateur pour défendre les intérêts de la République et prendre les mesures nécessaires relativement à l'entretien des troupes en activité dans le canton du Valais » (Ibidem, N° 25b).
- 4) Wild ne fut commissaire en Valais qu'à partir du mois d'août.

soit réelle, ajoute-t-il, « car c'est un homme qui a des talents assez distingués et il ne pourrait qu'être très utile à la République s'il s'y dévouait d'une manière franche et loyale »⁴⁹.

Le 28 novembre, de Chastonay expédie au commissaire Wild son *Mémoire justificatif* que le curé de Viège a rédigé. De Rivaz en reçoit une traduction française, le 2 décembre⁵⁰.

Que contient donc ce *Mémoire* sur lequel de Chastonay fondait tant d'espoirs et que de Rivaz espérait convainquant ?

Des calomnieateurs l'ont accusé d'être un citoyen perfide. Ils l'ont dénoncé faussement, dit-il. Mais la justice du préfet national et sa conscience lui permettront de se blanchir d'une accusation que les apparences semblent accréditer. Ainsi ne tombera-t-il pas sous le coup de la proclamation que le Directoire exécutif a adressée aux cinq districts du Haut-Valais, le 4 novembre. Car il n'a été ni chef de l'insurrection, ni un de ses agents puisqu'il n'a pris aucune part aux délibérations du Conseil de guerre.

Pendant que les Haut-Valaisans organisaient l'insurrection, de Chastonay s'affairait, depuis la fin du mois de février, aux travaux du bureau de liquidation et à ceux du greffe du tribunal du canton. Ce n'est qu'à l'arrivée des troupes vaudoises à Sierre, les 20, 21 et 22 avril, qu'il a demandé et obtenu du préfet de demeurer chez lui pour accomplir les travaux saisonniers et rendre service au public que la transformation de Sierre en camp militaire avait laissé désemparé.

Le 2 mai, les troupes constitutionnelles s'enfuient et abandonnent la ville de Sierre à l'armée des insurgés. Comme la commune est forcée de fournir un membre et un secrétaire au Conseil de guerre, de Chastonay juge préférable d'accepter cette dernière place plutôt que celle de membre actif de ce Conseil. Cela ne valait-il pas mieux encore que de porter les armes contre le régime helvétique ? D'ailleurs, c'est à peine s'il a exercé ses fonctions quelques jours durant. Il en a profité pour alléger le sort d'Ignace de Werra⁵¹ et libérer le juge du district de Sierre,

⁴⁹ AV, H 31, N° 3095 : lettre de Rivaz au commissaire helvétique du 24 octobre 1799, minute.

⁵⁰ Elle se trouve aux AV, Rz, cart. 73, fasc. 11. C'est un manuscrit par P.-J. de Chastonay, cahier de 28 × 43 cm., de 10 folios. Sur le recto du premier folio non numéroté, il porte un titre de la main de Rivaz : *Mémoire adressé le 28 novembre 1799 au Préfet national par M. Pierre Joseph de Chastonay pour justifier la conduite par lui tenue pendant la guerre faite par les dizains supérieurs*.

⁵¹ Sur Ignace de Werra, 1768-1847, cf. *Armorial*, p. 293, et *DHBS*, t. 7, p. 287. — En outre, il fut nommé juge au tribunal du district de Loèche, le 22 juillet 1798, lors de la seconde session de l'assemblée électorale (AV Rz, cart. 74, fasc. 12 : liste originale avec date des nominations et désignations des secrétaires. — Au cart. 75, fasc. 17, se trouve un imprimé de ces nominations).

Etienne Crettaz⁵². Il n'a donc pas été membre actif du Conseil de guerre, ni non plus instrument de l'insurrection. Car il convient, avant de lui reprocher d'avoir accepté des missions en Italie, de connaître la situation dans laquelle il se débattait pour éviter à sa famille les dangers que les combats voisins pouvaient lui prodiguer.

Espérant échapper aux mains des insurgés, de Chastonay ne les suit pas à Sion le 5 mai. Mais le 7 au soir, le capitaine Torrenté et l'aubergiste Antoine Becher lui apportent l'ordre de les accompagner en Italie pour chercher des secours militaires. L'espoir qu'il avait fondé de se réfugier chez son oncle, le curé de Viège, s'évanouit. Munie des lettres de créance données par l'ex-chancelier d'Etat Roten⁵³, la députation se met en route vers l'Italie, le 9 mai, sous la présidence de l'administrateur Stockalper⁵⁴. A Verceil, le lendemain, elle se présente au lieutenant Duca et revient à Brigue avec lui. P.-J. de Chastonay y retrouve sa famille.

Peu de jours plus tard, les membres de la première députation reçoivent l'ordre de retourner en Italie. Ils y rencontrent le général Alcainy qui, après les avoir assurés que le prince de Rohan se rend en Valais, leur donne une lettre pour le quartier général, mais point de troupes. Sur le chemin du retour pourtant, leurs prières maintes fois réitérées obtiennent d'Alcainy la moitié de la compagnie autrichienne cantonnée à Arona.

Forts de ce faible secours, les députés parviennent à Brigue où ils rendent compte de leur mission. Mécontent des résultats obtenus, on leur intime l'ordre de se présenter au Conseil de guerre de Loèche. Que n'êtes-vous allés au quartier général autrichien, leur dit-on ? Repartez incontinent et ne reparaissez pas en Valais sans amener des renforts par milliers.

⁵² Etienne Crettaz, nommé juge au tribunal du district de Sierre, le 22 juillet 1798 (*Ibidem*).

⁵³ Sur Hildebrand Roten, 1741-1812, cf. *Armorial*, p. 218, et *DHBS*, t. 5, p. 566. — Il fut en outre commis des sels des deux tiers d'en bas du dizain de Rarogne ; secrétaire du comité central des deux tiers d'en bas de ce même dizain (AV, H 1, N° 8) ; député du district de Viège à la diète cantonale, le 23 juillet 1801 (AV, H 35, N° 6548).

⁵⁴ Sur Gaspard Eugène Stockalper, 1^{er} août 1750-30 décembre 1826, cf. *DHBS*, t. 6, p. 366, et *Armorial*, p. 251. — Il fut en outre nommé administrateur, le 5 mai 1798, lors de la session de mai (AV, Rz, 75/17) ; suppléant au tribunal cantonal, le 22 juillet 1798, lors de la seconde session (AV, H 31, N° 2422) ; démissionne de la Chambre administrative en novembre 1799 (*ibidem*, N° 3170) ; député de la Chambre, avec l'ex-sénateur Jean-Joseph Duc, auprès des autorités helvétiques pour obtenir du gouvernement une juste répartition des frais occasionnés par le passage des troupes françaises (AV, Rz, 72/21) ; départ de Sion le 14 décembre, arrivée à Berne le 19 (*ibidem*, 58/1/1) ; départ de Berne le 29 décembre, arrivée à Sion le 2 janvier 1802 (*ibidem*, 58/1/3). Voir aussi, Heinrich Rossi : *Kaspar Eugen Stockalper vom Thurm, 1750-1826*, Fribourg, 1942.

Apeurés et anxieux, ils escaladent le Simplon pour la troisième fois et descendent à Turin où ils se présentent au général Mélas et au marquis de Chasteller. Ils apprennent que le prince de Rohan est en route pour le Valais, s'il n'y est pas déjà parvenu. Désireux de l'atteindre, ils rebroussement chemin, devançant à Mergozzo un corps de troupes qui s'arrêtera à Varzo. Stockalper poursuit jusqu'à Ruden (Gondo) tandis que de Chastonay gagne le Simplon d'où il rend compte de sa mission au Conseil. Les menaces qui ne lui avaient pas été ménagées au retour de son précédent voyage ne l'incitent pas à se présenter personnellement auprès de ses commettants.

Pendant ce temps, les Haut-Valaisans se font battre au bois de Finges. P.-J. de Chastonay rejoint G.-E. Stockalper. Ils se rendent ensemble à Domodossola auprès de Rohan. Ils lui demandent des secours militaires et l'intéressent au sort des prisonniers. Ils obtiennent ainsi la mise en liberté du curé de Viège et des traitements de douceur pour les autres détenus. Satisfaits de leur réussite, ils remontent au Simplon où la rumeur de leur œuvre de justice les a précédés. Comme le bruit court que leur vie est en danger, ils se cachent à Ruden d'abord, où de Chastonay a réuni sa famille, puis à Simplon-Village. Dès la défaite des Autrichiens au Simplon, ils s'enfuient en Italie. De Chastonay n'en reviendra que le 11 septembre.

Pourquoi, plaide de Chastonay, lui reprocher sa conduite ? Toute personne, placée dans une situation identique à la sienne, aurait agi comme lui. Ne connaissait-il pas, en effet, les sentiments hostiles que les districts supérieurs manifestaient à son égard ? Il savait l'impuissance de Buxtorf à laquelle ne pouvait remédier la jactance de sa proclamation du 11 avril⁵⁵ ; il ne pouvait compter sur l'arrivée, toujours démentie, des troupes françaises.

D'ailleurs, toute son action politique n'a porté aucun préjudice à la République puisque son secrétariat n'a été que nominal, puisque les résultats de ses missions en Italie prêtent à discussion. Duka et de Rohan ne seraient-ils pas venus en Valais quand bien même la députation n'aurait pas eu lieu ? Tout en espérant que l'arrivée des Autrichiens mettrait fin à l'état d'anarchie dans lequel se débattait le Valais, il s'est toujours tenu le plus possible à l'écart des insurgés et des Autrichiens, si ce n'est quand leur commerce pouvait servir la cause des patriotes molestés et incarcérés.

Qu'on ne prétende pas — c'est ainsi que P.-J. de Chastonay achève son *Mémoire justificatif* — qu'il ait exposé les faits à son avantage, qu'il ait fait état de services inexistants ! Qu'on

⁵⁵ AV, Rz, cart. 72, fasc. 33, N° 20, épreuve de la proclamation ; *ibidem*, cart. 74, fasc. 7, copie manuscrite.

interroge les personnes qu'il met en cause et sa justification sera manifeste. Et on se convaincra que les mobiles de ses actes ne furent autres que l'amour filial, conjugal et paternel.

Un autre mobile moins glorieux, P.-J. de Chastonay ne le cache pas, dirigea ses actions : la peur. Quand les insurgés lancent l'attaque du 2 mai, les pleurs et l'épouvante de ses enfants et de sa femme le consternent. Il ne sait que devenir. Cet homme de 45 ans n'ose plus rentrer chez lui et son beau-frère doit, lorsqu'il regagne sa demeure, à Glarey, le précéder et épier si aucun danger ne le menace. De Chastonay entre alors au secrétariat où la peur le paralyse. Dès lors, ce sentiment ne l'abandonnera plus. Que ce soit la nuit durant laquelle on l'engage comme député auprès des troupes autrichiennes, que ce soit au Conseil de guerre lorsqu'on lui remet ses lettres de créance ; durant ses voyages auprès des impériaux ; pendant son exil volontaire, toujours la peur règle ses décisions et dirige ses actes.

L'expression sincère des sentiments et l'exactitude des faits que le *Mémoire* relate plaisent au commissaire qui s'empresse de le transmettre au Directoire exécutif. Dans la lettre qui l'accompagne, Wild indique ce que la situation de P.-J. de Chastonay avait de critique et il affirme que les circonstances ne l'ont contraint à se comporter de la sorte que pour la sûreté de son épouse, de ses enfants, de lui-même et de tout ce qui lui était cher⁵⁶. Le Directoire abonde dans les réflexions de son commissaire et le charge de rendre justice à de Chastonay dans les derniers jours de décembre 1799⁵⁷.

Satisfait de se voir réhabilité, P.-J. de Chastonay tente désormais de se faire rendre justice pour les dommages que les réquisitions irrégulières de Pittier⁵⁸ lui ont fait éprouver. Par

⁵⁶ AV, H 31, N° 3384 : lettre de Rivaz à de Chastonay, du 7 décembre 1799, minute.

⁵⁷ AV, H 32, N° 3581 : du même au même, du 4 janvier 1800, minute.

⁵⁸ Sur Joseph Louis Pittier, cf. *Armorial*, p. 196, et *DHBS*, t. 5, p. 301. — Il faut ajouter les renseignements suivants : né en 1753 ; président de la députation du Valais occidental près le Valais oriental en mars 1798 (AV, Rz, 72/34/63) ; nommé membre de la Chambre administrative le 5 mai 1798 (*ibidem*, 74/12) ; nommé préfet national provisoire par la Chambre le 8 mai 1798 (Strickler, t. 1, pp. 1027-1028, N° 10) ; il le restera jusqu'au 16 juillet 1798 ; nommé président de la Chambre le 28 juillet 1798 (AV, H 29, N° 45), il le restera jusqu'au 23 janvier 1802 (Strickler, t. 7, p. 948, N° 22) ; député de la Chambre auprès du commissaire Rapinat pour discuter du prix des livraisons faites par le Valais aux troupes françaises (25 décembre 1798, Strickler, t. 3, p. 363, N° 117) ; un mandat d'arrestation est lancé contre lui par le général Xaintrailles le 13 juin 1799 (AV, H 30, N° 2170), car il aurait fait conduire et vendre à Martigny des chevaux enlevés dans le Haut-Valais (*ibidem*, N° 2176) ; doit démissionner de la présidence de la Chambre, le 12 octobre 1800, parce qu'il refuse de se justifier des accusations lancées contre lui par P.-J. de Chastonay (AV, H 34, N° 5433) ; suspendu de ses fonctions d'administrateur par le Conseil exécutif (*ibidem*, N° 5601, 3 novembre 1800) ; sa place est

le canal du sous-préfet de Sierre, il se plaint au préfet de Rivaz des dégradations que lui a causées le président de la Chambre administrative. Bien que sommé d'expliquer sa conduite, Pittier gardera un mutisme absolu, ce qui lui vaudra d'être suspendu de ses fonctions au mois de novembre 1801.

Mais ne franchissons pas le seuil de cette nouvelle étude toute de complications et de subtilités juridiques. Elle nous mènerait trop loin, jusqu'au début de l'année 1802.

Michel SALAMIN

ANNEXE

Mémoire justificatif de P.-J. de Chastonay

Sierre, 28 novembre 1799.

(Arch. cant., Sion, fonds de Rivaz, carton 73, fasc. 11)

C'était¹ avec une vraie douleur que j'ai appris la rumeur d'avoir été dénoncé auprès des autorités supérieures comme un citoyen perfide à sa patrie et à son serment civique. Cette accusation que des apparences extérieures paraissent accréditer et à laquelle je devais presque m'attendre, m'aurait consterné profondément surtout dans les circonstances affligeantes qui m'environnent, si la droiture qui vous caractérise, Citoyen Préfet, votre pénétration, votre justice et votre humanité n'étaient les plus sûrs garants de mon appui, si le contenu du décret que le Directoire vient d'énoncer sous le 4^e courant, si le témoignage consolateur de ma conscience attestant la pureté de mes intentions, et si mes actions elles-mêmes ne me facilitaient les moyens de ma justification, au point que je ne dois guère avoir à redouter la juste sévérité des peines destinées aux *moteurs* et *séducteurs* du peuple. Bien

déclarée vacante par le Gouvernement (*ibidem*, N° 5999, 30 janvier 1801) ; reprendra ses fonctions et est nommé député à la diète cantonale par le district de Sion, le 23 juillet 1801 (AV, H 35, N° 6548) ; nommé préfet national par Turreau, le 23 janvier 1802 (Strickler, t. 7, p. 948, N° 22) ; il le restera jusqu'au 26 août 1802 ; reçu apprenti maçon dans la loge de Mont-Joux-St-Bernard à Martigny, le 14 avril 1803 (AV, 70/4/45).

¹ Puisqu'il est admis pour la publication des documents récents de ne pas en reproduire exactement la graphie, nous adoptons pour celui-ci l'orthographe et la ponctuation modernes. Nous avons également transcrit et restitué l'orthographe moderne pour les noms propres. — C'est la traduction du texte allemand faite par P.-J. de Chastonay que nous reproduisons ici.

loin que je cherche à paillier ma conduite par des réticences ou des négatives mensongères, je m'appliquerai au contraire d'en mettre au jour tout le détail. Ce récit naïf et circonstancié sera seul suffisant à vous convaincre que la peur et la contrainte et même des vues louables étaient les ressorts qui ont donné l'impulsion à toutes les actions que l'on voudrait mettre à ma charge, et qui conséquemment me mettent à l'abri des procédés de rigueur.

J'observe dans les expressions du décret directorial, qu'il n'entend punir que les *auteurs* du désordre, qu'il assure au contraire un pardon général et l'*intégrité* de la jouissance des droits de citoyen helvétique à tous ceux qui n'auraient pris les armes que par *contrainte* ou par *séduction* et qui conséquemment n'auraient été ni auteurs ni moteurs ; mais qu'il a en vue de frapper ceux qui auraient siégé dans le conseil militaire des *insurrecteurs* et qui auraient pris une *part active* à leurs attentats — les *auteurs* de l'insurrection, avec ceux qui se sont prêtés à être les instruments de la *propagation*.

J'en résulte, que si je n'ai pas été du nombre des *auteurs* de nos maux, si je n'ai point *pris les armes*, si je ne puis sous aucun rapport être envisagé ni comme *auteur*, ni *moteur*, ni *chef* de l'insurrection, si dans le *vrai sens* je n'ai pas siégé dans le conseil des insurgents, si je n'ai eu aucune *part active* à leurs entreprises, si enfin tout ce que l'on m'impute (qui assurément ne vaudrait jamais autant que de prendre les armes librement) a été l'effet de la peur et de la contrainte, ni la peine de l'arrestation, ni celle de la privation du droit de citoyen ne doivent m'atteindre. Voilà en deux mots l'état de la question que je vais mettre au grand jour par le récit circonstancié des événements qui ont accompagné ma conduite. Il est notoire de notoriété publique que je n'ai participé en rien aux mesures et délibérations prises par les 5 districts supérieurs relativement à l'insurrection en question. Je dénonce en face de l'Univers comme calomniateur, et je provoque aux preuves conformément à notre jurisprudence tous ceux qui oseraient m'objecter d'avoir eu soit la moindre correspondance, soit quelque entrevue, soit même quelque notion de la trame de cette insurrection. J'étais depuis la fin de février occupé à Sion aux travaux pénibles du bureau de liquidation et en partie aux expéditions du Greffe du Tribunal de Canton. J'avais l'habitude de monter à Sierre presque tous les samedis pour voir mon ménage. Je me suis rendu chez moi le 20 avril, époque à laquelle il était déjà arrêté que la troupe bas-valaisanne irait couvrir le district de Sierre contre les districts supérieurs ; cette troupe arriva effectivement à Sierre, le 21 dit. J'avais dès le même soir six soldats de Liddes à loger pour mon contingent. Peu après arrivèrent 32 canonniers vaudois avec 4 canons et un officier nommé David Doret, marbrier à Vevey ; ils placèrent les canons dans mon verger attigu à ma maison. Dès lors j'ai eu 8 canonniers y compris le dit officier à loger, qui ont continué d'habiter ma maison jusqu'à leur retirade. Mon domestique avait été conduit le même matin en arrestation à Sion ; je n'avais à la maison que mon épouse et deux jeunes filles pour conduire l'intérieur et l'extérieur de mon ménage, soigner 4 petits enfants et desservir la troupe. La saison était précieuse, les travaux de la campagne ouverts. La troupe me sollicitait de leur vendre du vin en détail, mes servantes pouvaient à peine suffire à la conduite interne de sorte que j'ai cru

ma présence indispensablement nécessaire dans ma maison. J'ai eu prié le citoyen président de la Chambre Administrative de bien vouloir me rendre utile au public en m'imposant quelque tâche que je pourrais remplir à Sierre. Il me proposa celle de la fourniture du pain. Ne pouvant me charger de cette partie, je suis redescendu à Sion où j'ai expédié pendant 2 à 3 jours ce qu'il y avait de plus urgent dans le Bureau de liquidation. J'ai eu l'honneur de vous prier, citoyen préfet, par une lettre à ce que vous vouliez bien m'autoriser de différer en attendant les opérations du dit Bureau, à raison de la nécessité de ma présence chez moi. Vous eûtes la complaisance de condescendre à ma demande. Je devais me rendre à Sion le 2 mai dans l'après-midi ; le char était déjà arrêté à raison du jugement du nommé Jean Heinen², dont j'avais promis d'entreprendre la défense, il devait subir un constitut le lendemain, 3 mai. Dans cet intervalle, les insurgés étaient successivement arrivés devant Loèche ; tous les jours on annonçait l'arrivée des troupes françaises, et chaque jour cette nouvelle consolante était démentie.

Le dit 2 mai ayant été jour de fête, j'ai assisté aux offices de la paroisse. Immédiatement avant que la messe paroissiale dût commencer, l'ex-sautier Steger entre dans l'église en s'écriant à la porte à pleine geule, *la guerre commence, la messe est finie* : quelle confusion ! Tout le monde sort avec précipitation. Comme l'attaque se fit près de Cordonne dans la montagne, le danger était peu sensible à Sierre ; la plupart rentrent dans l'église, et notre curé dit une messe basse. De retour chez moi, je vois la troupe en ordre de bataille dans mon verger et on tira quelques coups de canon. Les insurgés étaient dans le bois de Finges et une partie sur le monticule de Ravouire où ils ne pouvaient être aperçus que difficilement. Une balle siffla à mes oreilles et me fit rentrer bien vite dans ma maison. Je trouve ma femme et mes enfants épouvantés et en pleurs, surpris et consternés ; je ne savais que devenir. Dans le même moment mon beau-frère entre et me conduit avec ma femme et mes enfants dans sa maison à Sierre pour nous éloigner du champ de bataille ; à peine rendus chez lui, nous vîmes nos défenseurs tourner les talons. Les rues n'étaient pas assez larges pour fuir, dans moins d'une demi-heure il n'y avait plus ni Bas-Valaisans, ni Vaudois dans Sierre que les insurgés (qui poursuivaient les fuyards de près) avaient déjà investi. Quoique j'avais lieu de tout craindre de la part des rebelles, je n'avais cependant ni le temps, ni l'occasion de me sauver avec ma famille que je ne voulais ni ne pouvais abandonner. Mon beau-frère a eu la complaisance d'aller en avant pour épier si je pouvais rentrer chez moi avec sécurité. Un des commandants, nommé Walther, après bien des questions l'accorda. Les autres colonnes suivaient successivement. Dès leur entrée, des boutiques des patriotes furent mises sous le scellé, des caves enfoncées ; on a bu dans une seule cave appartenant à un citoyen fonctionnaire, on a bu 23 setiers de vin. Plusieurs autorités constituées et nommé-

² Jean Heinen de Baltschieder, né en 1757, fut accusé d'avoir, le 11 novembre 1798, tenu des propos séditieux à l'égard du régime helvétique et de ses autorités. La procédure instruite contre lui se trouve aux AV, fonds de la bourgeoisie de Sion, tiroir 245, liasse 7, pag. 7.

ment le président du tribunal du district de Sierre³ furent saisis. C'étaient les premières scènes que la présence des mutins a produites à Sierre. Je me suis employé incontinent et j'ai eu le bonheur de réussir à délivrer le même soir le dit Président de la détention dans laquelle il était à Loèche, lorsque j'ai été averti que le même sort m'attendait. On n'entendait que des menaces ; l'on ne voyait que de la rage.

Le même soir arrivèrent les membres du conseil de Loèche avec le secrétariat. La commune de Sierre fut sommée de se joindre à la troupe des 5 districts, ainsi que de fournir un membre et un secrétaire au conseil. Il a fallu que les gardes fissent la tournée de nuit pour assigner tous les citoyens de Sierre à s'assembler et à répondre à la sommation : quel parti pouvait prendre une commune environnée des ennemis, abandonnée de ses défenseurs et continuellement en butte aux menaces les plus graves. Elle a cédé à la supériorité de la force. Le lendemain, le corps de l'armée se porta sur Sion, mais il a resté à Sierre une garde considérable d'environ 200 hommes ; on ne cessait de nous menacer de la responsabilité de toutes les suites.

C'est ici l'époque à laquelle datent les inculpations dont on veut me noircir. Le premier faux pas que l'on m'impute est d'avoir assisté à une *espèce de Conseil de guerre*⁴. Mais quel était ce Conseil ? Qu'ai-je fait dans ce Conseil et comment y suis-je parvenu ? D'abord ce Conseil n'était point celui des *insurrecteurs* dans lequel l'insurrection et l'armement ont été arrêtés, dans lequel on a résolu les moyens et l'exécution de cette guerre. L'entreprise et la conduite de cette descente a été combinée par les chefs et auteurs, et les ordres pour l'effectuer ont été proposés et mis en délibération et acceptés dans les districts supérieurs. Je n'étais pas de la partie, je n'en avais aucune connaissance ! Le Conseil dans lequel je me suis trouvé a été tenu à Sion. Tous les fonctionnaires, toutes les autorités constitutionnelles étaient alors captives ou absentes, ou forcément sous les armes. L'anarchie la plus complète était à l'ordre du jour, et on avait nommé plusieurs membres dans les districts supérieurs pour gérer en attendant les affaires publiques. Lorsque la commune de Sierre fut sommée par les insurgés victorieux (dont il existe encore un témoignage par écrit) de marcher avec

³ C'est François Nicolas de Chastonay, né le 15 mars 1760 (AV, H 33, N° 5336) ; ci-devant grand-châtelain du dizain de Sierre (AV, Rz, cart. 74, fasc. 9, N° 31 ; nommé président du tribunal du district de Sierre, le 22 juillet 1798 (*ibidem*, cart. 74, fasc. 12) ; membre de la municipalité de Sierre en 1802 (*ibidem*, cart. 58, fasc. 14, N° 19).

⁴ Ce conseil est composé d'un président : Léopold de Sépibus, et de cinq membres : Franz Taffiner, pour Conches ; Franz Perrig, pour Brigue ; Johann Joseph Lochmatter, pour Viège ; le châtelain Brunner, pour Viège. Dans son ouvrage, *Die Kämpfe der Walliser gegen die Franzosen in den Jahren 1798 und 1799*, Sitten, 1899, p. 106, D. Imesch cite comme 5^e membre P.-J. de Chastonay. D'autre part, il place un certain Roten — vraisemblablement Hildebrand Roten — parmi les secrétaires du Conseil. Nous pensons qu'il faut compter Roten au nombre des membres du Conseil et tenir pour secrétaires : Dominique de Sépibus, de Mörel ; Augustin Julier, de Varone ; Amacker et P.-J. de Chastonay. — Il existe en outre deux petits conseils : l'un à Brigue, l'autre à Münster. Le premier est présidé par Gaspard-Eugène Stockalper et le second par Hyacinthe de Riedmatten. Cf. Imesch, *ibidem*.

eux, et étant impossible de résister au nombre des conquérants insensés, le dizain fut contraint de nommer à son tour des membres au dit Conseil et un secrétaire. Pour accélérer cette jonction le tocsin a été sonné pour appeler tous les habitants de Sierre sur la place publique. On voulait me députer comme conseiller, je l'ai refusé, voulant toujours faire le moins possible et choisir le moindre des maux. En acceptant la place de secrétaire, j'ai déclaré formellement que je ne m'y prêtais que par obéissance et contrainte, en me réservant d'être relevé dans cette fonction. A ce défaut, je ne voyais aucun moyen de m'exempter à prendre les armes avec le reste de mes concitoyens. C'était dans ce Conseil des *vainqueurs* et des *vaincus* que je me suis trouvé pendant 2 à 3 jours comme secrétaire. J'y prenais *le moins de part possible* ; je n'ai jamais *signé* aucun acte ni *opiné* sur aucun objet contraire à la constitution ; il y a été résolu de rédiger une proclamation aux habitants du Bas-Valais, dont un double en français écrit de ma main existera peut-être encore. J'appelle au témoignage consciencieux de tous ceux qui ont été présents à la délibération. Ils attesteront que je ne suis ni l'inventeur, ni proprement l'auteur rédacteur de la conception allemande de cette pièce que j'ai simplement et purement traduite et écrite en langue française par obéissance. Ce n'est pas moi qui l'ai signée, je ne le voulais pas, assurément pas. Les signatures sont des autres secrétaires, je n'ai par ce fait ni commencé ni propagé l'insurrection, il ne dépendait pas de moi de l'empêcher, de sorte que je n'ai même à cet égard rien fait que je n'aie été *contraint* de faire.

Cependant j'ai fait quelques actes de libre volonté, j'ai fait usage de cette occasion et je me suis employé à obtenir que le citoyen Ignace Werra, qui était en arrestation avec les autres fonctionnaires, ait pu se rendre à Brigue auprès de sa tendre épouse éplorée pour l'assister dans ses couches en gardant les arrêts dans la maison de son beau-père. J'ai pareillement contribué de mon mieux à l'effet de la délivrance du citoyen Crettaz, juge de district, qui avait aussi été saisi. Est-ce là prendre une *part active* aux attentats des réfractaires ! Vous pouvez d'ailleurs juger du cas que les insurgés faisaient de ma personne et de mes fonctions dans le Conseil, puisqu'ensuite, au Simplon, après toutes mes missions en Italie, ils se sont dans une de leurs assemblées *formellement opposés* à ma présence dans le Conseil puisqu'un certain de la classe de ceux qu'on croit les auteurs de ce désordre, en recevant une lettre que j'ai eu ordre de lui adresser, l'a jetée à terre, refusant de la lire, comme venant d'un Jacobin, d'un Patriote ; au moins c'est ainsi que ce trait a été répandu publiquement au Simplon.

Mais on m'opposera : Vous vous êtes *laissé employer comme un instrument de l'insurrection*. Comment et par quel moyen ? Sans doute, ce sera ici la pierre apparente de l'achoppement : mes députations à l'ennemi pour chercher des troupes autrichiennes. J'ai été en députation, il est vrai, j'ai fait trois à quatre voyages, mais il importe de s'instruire avant que de m'inculper et de savoir *comment* j'ai été engagé dans ces missions et *ce que* j'y ai fait. Après que les insurgés encore fiers de leur victoire avaient quitté Sion pour marcher sur le Bas-Valais (où ils avaient déjà exercé des violences surtout contre les fonctionnaires et les Patriotes) et que les autres membres du Conseil les y avaient suivis, j'ai resté à Sion avec l'ex-chance-

lier Roten, et le 7 mai au matin je suis retourné à Sierre avec la douce persuasion d'être échappé aux dangers et aux mains des insurgés que je redoutais. Mon espoir fut bientôt déjoué. Le même soir, le capitaine piémontais Torrenté et l'aubergiste Antoine Becher vinrent me trouver sur le tard pour me porter une lettre du Conseil de Guerre. Cette lettre contenait l'ordre pressant et délicat de partir avec les dits citoyens pour demander des secours autrichiens qui, d'après les assertions publiques et solennelles des insurgés, leur avaient été promis. Que devais-je faire ? Où devais-je me consulter ? Où pouvais-je fuir pour me soumettre à cette injonction ? Le vacarme des passants grossi par les ombres de la nuit, l'inquiétude qui me pressait au dedans, ne me permirent pas de recueillir mes idées. J'entendis les insurgés qui passèrent par pelotons par-devant ma maison pendant toute la nuit ; ils se retiraient et Sierre devait ignorer leur retraite. Le bruit des chars et des chevaux qui montait avec toutes les circonstances de cet événement désastreux fit sur moi une impression si profonde que j'en étais entièrement dérouter. Ce qui acheva ma perplexité fut l'arrivée d'un charretier des insurgés qui frappa avec impétuosité à ma porte vers une heure après minuit, me demandant mon attelage et mon char pour conduire des munitions. Je n'ai pu me refuser à son instance impérieuse. Vers les deux heures je vois passer notre Révérendissime Évêque avec plusieurs prêtres et j'apprends que le gros de l'armée insurrectionnelle montait par Chippis pour se retirer dans les retranchements de Finges. Je ne pouvais ni monter ni descendre sans tomber entre les mains des insurgés, je ne voyais que des fugitifs : nos curés, nos anciens magistrats, mes voisins, mes parents, tous étaient pétrifiés de peur et tous fuyaient. Je prends la résolution de partir et de simuler au moins que je veux rendre obéissance aux ordres du Conseil, espérant dans mon intérieur de trouver un asile pour moi et pour ma famille dans la maison de mon oncle, l'infortuné curé de Viège, vu que cette commune s'était toujours distinguée par sa retenue et ses opinions pacifiques, et de parvenir alors à décliner artificiellement la mission du Conseil prémentionné, pour m'éloigner de ma maison par-devant laquelle les insurgés prolongeant leur retraite ne cessaient de passer ainsi que de l'armée qui avait pris sa position à Finges.

Le 8 mai de bon matin, les citoyens Torrenté et Becher vinrent pour me prendre. Il a fallu partir. Sans que j'aie cessé de méditer des moyens à me défaire de ma députation, j'ai communiqué en chemin faisant au citoyen Torrenté qu'il me paraissait inconvenable de charger de cette mission épineuse deux citoyens suspects des deux dizains suspectés ; il goûta mon idée. Dès que nous eûmes passé les lignes de Finges, où une grande partie de l'armée prenait déjà ses positions, nous avons atteint les présidents du Conseil Taffiner⁵ et de Sépibus. Nous les avons priés instamment de déférer cette députation à des membres des districts supérieurs ou au moins de nous

⁵ Sur Johann Franz Taffiner, 1756-1844, cf. *Armorial*, p. 254 ; il fut en outre nommé membre suppléant du tribunal du canton, le 22 juillet 1798 (AV, Rz, cart. 74, fasc. 12) ; membre du Conseil de guerre pendant la révolte de 1799 (Strickler, t. 5, p. 431, N° 4b) ; nommé électeur du district d'Ernen, le 19 juillet 1801 (AV, H 35, N° 6545).

donner un Principal des dits districts. Ils accédèrent à la dernière partie de notre demande. Déjà nous commencions d'apercevoir une fermentation parmi le peuple qui commençait à s'assembler à l'entour de nous ; de Sépibus écrivit alors avec un crayon, sur la lettre, par laquelle il était ordonné à l'ex-chancelier Roten d'expédier des lettres de créance pour le sujet de notre mission, l'ordre et la nomination du citoyen administrateur Stockalper comme président de la députation. Arrivé à Rarogne auprès du dit ex-chancelier Roten, j'ai cherché à pouvoir m'entretenir avec mon cher oncle qui y était en détention pour le consulter, ce ne fut qu'avec une peine extraordinaire que j'obtiens la faveur de le voir, mais je ne pouvais lui parler que peu de mots et en présence des sentinelles, qui observaient jusqu'aux mouvements ou signes de nos yeux, de sorte qu'il me dit seulement que je pouvais avec ma famille demeurer dans sa maison pendant qu'il y aura à manger et à boire. Telle était la situation réciproquement pénible dans laquelle je me suis séparé du meilleur des oncles ! Il était tard quand nous arrivâmes à Brigue ; tout y était en consternation, et nous avions bien de la peine à trouver un gîte, il était très nuit quand nous avons remis au citoyen Stockalper père la lettre portant sa nomination. Le lendemain matin, nous partîmes avec lui. Il est à observer qu'à Rarogne déjà, on nous avait associé deux ex-députés tirés de la classe du peuple et du nombre des commandants du détachement qui gardait les prisonniers (tant le peuple avait de la confiance en nous). Le terme ni le lieu de notre destination n'était point déterminé. Nous devions tout uniment avancer jusqu'à ce que nous aurions trouvé une autorité supérieure des armées autrichiennes, ce qui est arrivé en deçà de Davedro, où nous rencontrâmes d'abord sur la route 25 à 30 soldats autrichiens et peu après l'officier qui les suivait, qui était le lieutenant Duka ; sans descendre du cheval, il a reçu la lettre que nous lui présentâmes, il la lut et nous dit en allemand : *Mes amis ! J'ai ordre d'avancer sur cette route jusqu'à la première résistance que je rencontrerai, alors je ferai halte et j'en aviserai mes supérieurs.* Nous retournâmes sur nos pas avec Duka jusqu'au Simplon, et le lendemain, 11 mai, nous fûmes tous de retour à Brigue, le 12, Duka repartit pour se rendre à Loèche ; il voulait que je l'accompagne, j'ai trouvé moyen de m'en exempter, j'ai resté à Brigue avec ma famille qui avait quitté Viège ensuite d'une alerte qui s'y était répandue. Au bout de quelques jours survient un nouvel ordre pressant du Conseil siégeant à Loèche ; le citoyen Stockalper et moi étions de nouveau députés pour solliciter le secours autrichien, nous étions outre la lettre de créance accompagnés d'une dépêche de Duka au général Alcaïny. J'ai fait ce second voyage avec le citoyen Stockalper fils joint à deux autres députés du peuple, François Schmidhalter et Joseph Eggel, incertains où nous trouverons des troupes impériales. Il n'en avait alors ni à Domo d'Ossola ni à Arona ni à Novare. Nous trouvâmes le général Alcaïny à Verceil ; nous lui présentâmes la lettre du Conseil de guerre et celle de Duka. A peine en avait-il pris la lecture qu'il nous dit que le prince de Rohan destiné à entrer dans le Valais y sera déjà alors, ou qu'au moins il y parviendra avant nous. Nos surveillants peu satisfaits de cette réponse pressèrent que le général nous donna un certain nombre des troupes ; il nous répartit qu'il n'en avait point dans ces environs, et pour se défaire de nos importunités, il nous fit remettre une

lettre pour le quartier-général sans savoir au juste où il était alors. Nous représentâmes à nos surveillants tout ce qui pouvait nous détourner d'un voyage ultérieur. Nous aperçûmes leur mécontentement, ce qui nous mit dans des transes étranges par l'appréhension des rapports sinistres que l'on pourrait faire au peuple sur notre conduite, et des mauvais traitements auxquels nous serions exposés ; c'est pourquoi nous proposâmes à nos co-députés de se rendre seuls auprès du général. Ils y furent et obtinrent la même réponse des secrétaires. Ils consentirent enfin de retourner en Valais. A notre retour, nous ne vîmes nulle part des troupes autrichiennes, sauf à Arono, où il y avait une compagnie. Le général nous permit ensuite des instances répétées d'en amener la moitié dans le Valais. De retour à Brigue, nous y fîmes notre rapport qui paraissait d'être mal accueilli ; nous reçûmes l'ordre pénible d'aller faire notre relation à Loèche même, ce que nous avons exécuté par-devant le Conseil de guerre dont le nombre était extraordinairement considérable. Après notre rapport fait, on nous dit de nous retirer pour un instant — étant dans une autre petite chambre de la maison du Conseil, le lieutenant autrichien vint nous y trouver et nous dit qu'on avait exigé de lui qu'il nous mît en état d'arrestation — ensuite on nous fit de nouveau constituer par devant l'assemblée du Conseil. On nous fit entendre des reproches de n'avoir pas été au quartier-général ; on nous reprochait déjà le malheur de tous, si la Patrie venait à périr faute de secours ; des murmures se firent entendre de plus d'une part, les plus modérés ne dissimulaient plus leur ressentiment. Finalement, on nous ordonne avec un ton ferme : *de repartir incontinent — d'amener des Autrichiens par milliers — et de ne pas reparaitre dans le pays sans eux.* On m'annonce le pillage de ma maison en m'insinuant que l'on me ferait des indemnités si je remplissais le sujet de ma mission à leur satisfaction. Il est plus facile de s'imaginer que d'exprimer la peur et les anxiétés dans lesquelles nous étions pendant tout le temps de cette scène. On peut s'en faire une idée en réfléchissant que nous avions déjà vu à Brigue nos noms sur la liste qu'on avait remise à Duka et sur laquelle il était porté les personnages destinés à l'incarcération. Nous savions que quelques prisonniers qui ont été élargis furent contraints de se rendre incontinent dans la tranchée, etc. Toutes ces circonstances nous engagèrent de prendre le parti le plus sûr, de faire les volontés du Conseil pour prévenir toute explosion de mécontentement, et de nous remettre en route pour nous en éloigner, toujours accompagnés de nos surveillants. En butte aux menaces et aux reproches, nous avons voyagé jusqu'à Turin où nous avons déposé entre les mains du général Mélas et du marquis de Chasteller les lettres dont nous étions chargés. Le premier nous refusa nettement le secours désiré, et le deuxième nous rassura, comme l'autre jour le général Alcainy, que le prince de Rohan avait reçu l'ordre de se porter dans le Valais, en désignant même pour satisfaire nos co-députés, le jour auquel il était parti de Magadino. Espérant de l'atteindre, nous sommes repartis de suite, et nous avons dépassé la troupe à Mergozzo. Le prince même n'y était pas encore arrivé. La troupe s'arrêta à Varzo, le citoyen Stockalper resta à Ruden et moi je fus jusqu'au Simplon. Sur la route nous fîmes la rencontre de nos captifs qu'on traduisait à Varzo. Quel aspect lugubre pour moi en voyant mon cher oncle sous la protection des baïonnet-

tes ! J'ai transmis par écrit au Conseil qui siégeait à l'Hôpital le récit de notre voyage, mon système ayant toujours été de me tenir dans l'éloignement de la troupe insurrectionnelle autant qu'il dépendait de moi. — Nouvelle alarme... nouvelles menaces... nouveaux reproches, de ce que la troupe n'était pas arrivée au Simplon avec moi et moi avec elle. Dans l'intervalle de ce voyage les insurgés furent battus à Finges. Le citoyen Stockalper le père et moi pour apaiser ces menaces et nous y soustraire comme aussi dans l'intention de nous rendre utiles à nos prisonniers, sommes allés jusqu'à Domo d'Ossolla auprès du prince de Rohan pour solliciter l'arrivée de sa troupe au Simplon, et pour l'intéresser au sort de nos détenus. Nous avons obtenu l'objet de nos demandes. Quant aux prisonniers, il nous accorda la délivrance du cher oncle en le remettant à son évêque, en élargissant les autres et leur admettant des traitements de douceur. La rumeur de cette œuvre de justice nous avait devancés, et avant que d'arriver au Simplon, nous apprîmes déjà sur la route les expressions virulentes des menaces les plus atroces que les factieux acharnés et inhumains s'étaient permis de proférer à ce sujet contre le citoyen Stockalper et moi, ainsi que le danger le plus instant de la mort de la fusillade qui planait sur nos têtes, de sorte que l'infortuné oncle, quoique mis en liberté, fut contraint de rester en Italie pour nous préserver tous au péril de nos vies.

Depuis cette époque j'ai fixé ma demeure à Ruden, où j'ai resté avec ma famille pendant qu'il y avait des vivres. Dans cet intervalle, le Conseil de guerre a émané une sommation réitérée par laquelle tous les Haut-Valaisans capables de porter les armes étaient assignés à se rendre au pré de l'Hôpital pour la défense de la patrie sous peine de perdre corps et biens. Cet ordre fut envoyé jusqu'à Ruden. Pour échapper à l'orage je me suis caché, ainsi que mon beau-frère, que l'on avait déjà recherché plus d'une fois pour le même sujet comme bien d'autres. Au bout de quelques semaines, le défaut absolu des comestibles nous a obligés de quitter Ruden. J'ai été me domicilier au Simplon où nous avons essuyé en diverses rencontres les procédés les plus ignominieux de la part de quelques factieux du premier rang qui vomirent contre nous les insultes et les menaces les plus barbares en nous traitant de Jacobins, de Citoyens, de Patriotes, etc. De là, nous avons préféré le parti de nous sauver dans l'Italie quand les Autrichiens furent battus sur le Simplon. Nous n'avons séjourné en Italie que pendant le terme nécessaire à l'exprès que nous avons envoyé dans le Valais chargé d'une lettre à votre adresse pour aller et venir nous apporter les passeports que vous avez bien voulu nous procurer. Je suis rentré dans mes foyers ruinés, le 11 septembre, avec ma famille, ayant ma femme à demi-morte par une suite de sa grossesse et d'une maladie très grave qui s'est manifestée sur son voyage pénible par les glaciers et les hautes Alpes.

J'en appelle aux Patriotes les plus échauffés, aux amateurs les plus déterminés du nouvel ordre des choses ; je les invite d'entrer dans ma situation, et je leur demande, s'ils sont hommes : Qu'auriez-vous fait si vous aviez été dans mon cas ? Ils ne pourront disconvenir que sans une témérité aveugle, sans m'exposer inconsidérément aux maux évidents, je ne pouvais guère me conduire autrement, et que j'ai dans le fond plutôt mérité quelques éloges que des peines ! Qu'il plaise de méditer un moment les circonstances

qui m'environnaient et l'on se persuadera facilement que j'avais d'une part tout à craindre pour moi et les miens, que les maux qui me menaçaient étaient instants, que d'autre part je n'avais aucune *certitude*, pas même *vraisemblance*, de salut, de secours et de protection à espérer, pendant que les dangers les plus pressants et les plus sérieux s'accumulaient sur ma tête. La saine raison, ma propre conservation, le droit de nature ne me commandaient-ils pas de me soustraire aux malheurs dont les dangers étaient imminents ? Ne me disaient-ils pas de choisir entre deux maux inévitables le moindre ? N'aurai-je pas au contraire calomnié un gouvernement éclairé qui a adopté pour base les principes de l'humanité et de la bienfaisance ! J'avais alors dit à moi : Un jour viendra que ce même gouvernement déplorera contre moi la sévérité des peines décernées aux réfractaires parce que je n'avais pas le pouvoir de leur résister, pendant que les gouvernants eux-même n'ont pu tenir ce qu'ils avaient promis à ce sujet ! J'étais père, époux, beau-frère, neveu, greffier et membre du Bureau de liquidation dont les opérations étaient odieuses au peuple des districts supérieurs. Je n'ignorais pas la haine et l'aversion qu'ils m'avaient déjà jurées l'année passée, parce qu'étant alors préposé dans mon dizain je m'étais fait un devoir de prêcher constamment l'acceptation paisible de la nouvelle constitution, parce que je m'étais employé pour la plantation spontanée et pacifique de l'Arbre de Liberté, parce que j'avais été membre des diverses députations délicates ordonnées par le ci-devant souverain auprès du citoyen président Mangourit et les communes du Bas-Valais, parce que dans un compte rendu par écrit à ma patrie de la mission du 1^{er} et du 2 février 1798 j'ai été dans le cas de faire mention honorable et d'insérer des expressions flatteuses sur l'accueil et les procédés du dit Mangourit, dont le nom était en exécration dans une partie du Haut-Valais, parce qu'enfin j'avais été Directeur dans la nouvelle constitution valaisanne, vu que ce peuple détestait hautement toute innovation et abhorrait ceux qui en étaient les instruments ou les organes. Je me rappelais que déjà l'année passée il avait été question dans une assemblée publique d'un district supérieur de bloquer ma maison et de me saisir. Je me rappelais qu'un belligérant de l'année dernière avait lâché un coup de fusil contre mon domestique dans ma maison, qu'on a déchargé un coup à balle sur mon vigneron dont il a été atteint au pied, parce qu'il était monté sur mon cheval et couvert de mon manteau, de sorte qu'on croyait tirer sur moi, je me rappelais de tant d'autres menaces auxquelles j'ai été en butte depuis l'époque de la Révolution. Je savais déjà les attentats de la fureur insurrectionnelle de cette année. Je savais que toutes les autorités constitutionnelles de Mörel, Brigue, Viège, Loèche avaient été entraînées en arrestation, dès le premier abord des insurgés à Loèche. Je savais que l'on avait forcé quelques-uns de porter les armes dans les retranchements. Je savais les traitements ignominieux exercés sur mon cher oncle le curé de Viège, je savais que Joseph Courten, son neveu, a aussi été conduit aux arrêts, uniquement parce qu'il était chez lui et qu'il était son neveu. J'avais à craindre le même sort pour mon aîné qui se trouvait pareillement chez lui en pension, ainsi qu'il est arrivé aux enfants des marchands savoyards. Je savais que tous ceux qui n'étaient pas en captivité, ou employés dans le Conseil de guerre ont été obligés de prendre les armes et de suivre la troupe insurgée, même-

ment ceux qui ont été délivrés des arrêts. Tout cela m'était connu lorsque j'ai accepté la place de secrétaire et lorsque je me suis prêté aux missions en Italie. Je savais de plus que mon nom était sur la fameuse liste des ci-devant *Messieurs* voués à l'exécration, confiscation, proscription, etc. etc. J'avais trois petits enfants à la maison (le 4^e étant chez le curé de Viège :), ma femme enceinte pénétrée de peur et d'épouvante. Je n'entendais autour de moi que rage. La commune et tout le district de Sierre comme ceux de Viège et de Loèche furent contraints de plier sous la supériorité de la force ; et moi seul je ne devais pas trembler ! Je devais seul me persuader qu'il valait mieux de porter les armes contre mes frères, et de les tuer, que de me prêter aux fonctions d'un secrétaire insignifiant ! Je devais croire qu'il y avait plus de mal à fonctionner comme secrétaire, que prendre les armes d'après une simple invitation et même sommation des districts insurgés ! Le décret du Directoire qui accorde un plein pardon à ceux qui ont pris ce dernier parti, me le refuserait à moi ! Quels moyens de protection ou de secours ai-je à espérer ? Sans doute le commissaire du gouvernement Buxtorf plein de bonnes intentions avait dans sa proclamation aux Haut-Valaisans assuré les citoyens paisibles et les autorités de la protection sacrée et immédiate des lois pour leurs personnes et pour leurs propriétés. Il avait menacé les insurgés et les réfractaires, mais chacun savait ici qu'il n'avait pas dans son pouvoir les moyens d'accomplir ce qu'il avait promis et menacé. Les menaces ne firent qu'exaspérer les insurgés ! Ils ne virent dans les préparatifs de guerre qui se faisaient à leur encontre, que l'appareil meurtrier de la force coactive pour entraîner la jeunesse (selon leur idiome). Les promesses imprimées de protection étaient sur le papier, et n'eurent d'autre effet que les procédés barbares que les autorités et les citoyens paisibles ont essayés de la part d'un peuple ombrageux et furieux. Le glaive de la mort était suspendu sur leur tête, pendant plus d'un mois, sans qu'ils aient aperçu ni secours ni assistance que celle du ciel. Il suffisait d'avoir une notion superficielle de la situation de la République pour deviner ce qui est arrivé, c'est-à-dire que le gouvernement se trouvait dans l'impuissance de sauver les persécutés et de mettre en exécution les indemnités promises. Le citoyen Buxtorf n'ignorait pas les dangers qui menaçaient la commune de Loèche ; il n'a pas pu la préserver quoiqu'il avait promis de l'assistance. Il était avisé (il devait l'être assurément) que les troupes du Léman et du Bas-Valais ne comprimeraient pas les insurgés, qu'elles ne feraient au contraire que provoquer leur rage. Comment un corps d'environ 12 cents hommes, qui a lâché le pied à la première apparition de l'ennemi, devait-il lutter contre 5 à 6 mille insurgés, couvrir les citoyens de Sierre, me mettre à l'abri avec ma famille ! Pouvais-je l'espérer avec raison ! Tout espoir de l'arrivée des troupes françaises dans ces moments extrêmes avait disparu, depuis que leur arrivée avait été autant de fois démentie qu'annoncée (comme il a été dit plus haut) ; on ne se faisait plus illusion d'une rumeur devenue vague, pendant que d'autre part les insurgés publiaient hautement l'assurance des secours autrichiens. D'ailleurs quel est le mal que mon secrétariat muet a fait à la République ? N'y avait-il pas trois autres secrétaires peut-être forcés comme moi ? N'aurait-on pas trouvé facilement un 4^e à mon défaut ? Encore une fois aurai-je mieux fait de me laisser entraîner à l'armée

insurrectionnelle ? Car enfin je n'avais aucune envie d'expirer sous le couteau des insurgés quoique constitué en même temps sous la protection de la loi.

Que l'on cesse de dire que j'aurai dû rester à Sion et ne point monter à Sierre. J'ai donné mes motifs ci-dessus. Pourquoi n'aurai-je pas dû me trouver dans le lieu où était le Commissaire du Gouvernement et tant d'autres autorités ? Est-ce crime pour moi d'avoir veillé pour ma maison presque isolée, pour ma femme et mes enfants ? Comment devais-je savoir mieux que tant d'autres (qui croient tout savoir) le moment précis où les insurgés arriveraient et culbuteraient nos défenseurs ? Que l'on ne dise plus que j'aurai dû le jour de l'attaque me retirer à Sion ; si l'on réfléchit à l'histoire de cet événement que je viens de détailler, on touchera aux doigts que je ne pouvais le faire sans exposer ma femme, mes enfants, ma maison et tout ce qui m'appartenait, à la rage de nos conquérants qui fondaient sur nous à grands pas. Ne faudrait-il pas un cœur de tigre, un attachement dénaturé à la constitution pour être susceptible de ce sentiment ?

Mais le plus grand de mes griefs sera mes voyages réitérés auprès des Autrichiens. Mais comment me refuser dans l'évidence que mon refus entraînerait la perte de ma famille ? Qu'il plaise de réfléchir qu'à cette époque il n'y avait aucune protection dans nos environs de la part du Gouvernement ; on avait pillé impunément des boutiques à Sierre et à Sion. Les insurgés avaient maltraité à leur gré tout ce qui leur était suspect. J'étais entre leurs mains, au milieu d'eux. Il n'y avait point d'autorité légitime dans le Haut-Valais en exercice. Les ordres des insurgés étaient pressants, toutes les répliques ou remontrances non seulement inutiles, mais dangereuses. Tous les motifs que j'ai eus de me prêter aux fonctions de secrétaire m'engagèrent de ne pas me refuser aux députations en question. Je savais de plus que toutes les autorités captives étaient dans le danger imminent et continu de perdre la vie par la fusillade. Il me paraissait encore ici qu'il était moins conséquent d'être un simple porteur de lettres, un compagnon de voyage, que de prendre les armes et de participer effectivement à la force armée et ouverte des insurgés, circonstance que je ne saurai trop répéter. J'espérai d'ailleurs de pouvoir tirer parti de cette occasion, et de la faveur que pouvait me procurer cette condescendance extérieure pour la tourner à l'avantage de mon cher oncle et de ses compagnons d'infortune. Le lieutenant autrichien Duka serait arrivé avec son détachement quand même je n'aurai pas été à sa rencontre, le prince de Rohan avait déjà reçu l'ordre de se porter dans le Valais avant que j'aie vu les généraux Alcaïny, Mélas et Chasteller. Il ne dépendait pas de moi de parler dans ces conjectures de ce que je voulais ; il fallait dire ce que nos surveillants et notre mission exigeaient. Nos pas comme nos paroles étaient sous la censure des dits co-députés et par eux sous celle de l'armée insurrectionnelle. Dès mon premier voyage j'ai appris que Duka même, quoique revêtu de l'autorité de commandant en chef, n'a eu ni le courage ni le crédit de délivrer un seul des captifs quoiqu'il s'intéressait pour plusieurs (il n'osait pas contrarier les factieux n'ayant pas un nombre suffisant des Autrichiens pour les comprimer en cas de besoin). Peu s'en est fallu qu'il aurait été obligé lui-même d'incarcérer les députés bien contre

son gré, et il a manifesté lui-même qu'il n'était pas sans crainte d'être incarcéré à son tour par les insurgés. J'ai déjà dit plus haut que j'avais appris que mon nom se trouvait sur la liste des proscrits, laquelle n'a été adressée que postérieurement à mon secrétariat. J'espérai finalement qu'en tout cas l'arrivée des Autrichiens mettrait au moins un terme à l'affreuse anarchie sous laquelle tout le Haut-Valais gémissait, durant laquelle aucun honnête homme bien moins une autorité n'était en sûreté et devant laquelle tous ceux qui n'étaient pas du parti des factieux tremblaient. J'ai toujours cherché à me tenir dans l'éloignement de l'armée, sans prendre aucune autre part à ses opérations et je suis rentré chez moi dès que je l'ai pu.

Je m'inscrirai comme imposteur, et je me paroffre, citoyen préfet, d'en subir les peines, si l'on peut me convaincre de la moindre fausseté dans la substance du récit historique que j'ai l'honneur de mettre sous vos yeux. Je déclare de plus calomniateurs et menteurs tous ceux qui oseraient m'accuser de faux dans la série substantielle de mon récit. Les faits que j'ai mis en avant sont en partie notoires, en partie constatés par les lettres qui sont entre les mains du citoyen Stockalper père, en partie par des papiers que j'avais et que j'ai perdus dans mes courses fréquentes. Que les membres du Conseil soient interrogés, que mes compagnons de voyage soient examinés, que nos prisonniers délivrés soient entendus. Si j'ai un dénonciateur, je le provoque solennellement de se mettre en avant, de se suster conformément à nos lois, et je saurai soutenir ses regards avec intrépidité.

Mais j'ose espérer, citoyen préfet, que vous serez édifié par ce mémoire et convaincu que je suis à l'abri des peines portées par le décret du Directoire, et que je puis conséquemment jouir en paix de l'intégrité des droits de chaque citoyen helvétique, puisque je ne puis être compris dans le nombre des auteurs de nos maux, des moteurs de l'insurrection, ni considéré comme un *membre actif du Conseil de guerre des insurgés*, et que si j'ai manqué en me prêtant aux fonctions de secrétaire et de député auprès des Autrichiens, j'y ai été poussé par la *terreur*, la *crainte*, la *contrainte*, par l'amour *conjugal* — *filial* — *paternel*, par l'*humanité*, et que le défaut de protection suffisante et nécessaire de la part du Gouvernement en est la cause, que j'ai cru faire le moins que je pouvais et me prêter entre deux maux inévitables, à celui qui me paraissait le moindre. Toute autre interprétation purement arbitraire et plus sévère des lois pénales, expressément pour me trouver coupable, supposerait des ennemis secrets, mais elle n'entrera jamais dans le cœur d'aucun magistrat, citoyen préfet, bien loin qu'elle pourra trouver un accès dans le vôtre.